



Lundi 12 octobre 2026

La jeunesse ouvre la voie, rejoignons-la !

À deux jours d'affilée, les lycéens, rejoints par une partie de la jeunesse étudiante, ont fait une démonstration de force. Mardi 6 octobre, c'était plus de 400 000 personnes qui ont manifesté dans le pays : lycéens, mais aussi à leurs côtés des salariés, profs, parents... Deux jours plus tard, elles et ils étaient encore plus de 70 000, selon le ministère de l'Intérieur, à manifester dans tout le pays.

La mobilisation continue et s'étend, malgré une répression féroce

La jeunesse poursuit sa mobilisation malgré la répression brutale des forces de l'ordre. Après les milliers d'interpellations et de gardes à vue, les lacrymos et les matraques, les tirs de grenades et de LBD qui ont causé des mutilations atroces (un adolescent a perdu une main à Lens, un autre un œil à Tours), la police utilise maintenant des voitures béliers contre les manifestants. À Dunkerque, une jeune de 14 ans a été percutée par un 4x4 de la police lancé à toute allure sur les lycéennes et lycéens. Des vidéos attestent que cette technique a été utilisée dans au moins sept autres villes. Du pur terrorisme d'État, contre une jeunesse qui se mobilise pour son avenir...

Et ils nous parlent de démocratie !

Inquiets de voir que cette répression brutale ne suffit pas à endiguer la révolte de la jeunesse, Lecornu s'est lancé dans une opération de com' qui ne trompe personne. Mercredi, il a annoncé un « *temps de démocratie interne* » dans les établissements : on demande aux jeunes de revenir tranquillement en cours et de remplir des formulaires, comme si les jeunes pouvaient croire que des formulaires allaient permettre de régler leurs problèmes. On a déjà vu ce que donnaient les « cahiers de doléances » et le « grand débat » organisé par Macron après les Gilets jaunes...

Les jeunes ne sont pas dupes. Dès mercredi, les blocages et les grèves lycéennes ont repris. La mobilisation des jeunes a fait plus pour faire avancer les revendications que n'importe quel simulacre de démocratie. En réalité, c'est bien dans les assemblées générales et les coordinations que la démocratie réelle se dessine.

3000 profs qui sortent des caves du ministère

Conscient que cette manœuvre ne suffisait pas, Geffray a annoncé le lendemain que 3000 profs remplaçants seraient déployés d'ici le 13 octobre pour occuper les postes non remplacés... 3000 profs dont on se demande bien où ils étaient (un prof de maths a été appelé pour remplacer en lettres, un autre pour remplacer à 120 kilomètres de chez lui). Pour 3700 lycées dans le pays, soit moins d'un remplaçant par établissement ! Et cela ne répond ni aux revendications sur Parcoursup, ni à celles sur l'état déplorable des locaux...

Car les questions soulevées par la jeunesse sont bien plus larges que la simple question des postes non pourvus. Elles expriment leur refus d'un avenir dans une société d'oppression et d'exploitation.

Aux côtés de la jeunesse mobilisées : tous et toutes ensemble !

La mobilisation lycéenne a perturbé le calendrier bien huilé de l'intersyndicale, qui en était encore à appeler au 5 novembre. Jeudi 8 octobre, elle voulait faire le choix de morceler la mobilisation en région parisienne... les jeunes en ont décidé autrement en se rassemblant place de la République et en défilant par milliers.

Par sa ténacité, son courage et sa radicalité, la jeunesse montre l'exemple à suivre : oui, tous et toutes ensemble, nous pouvons faire trembler le gouvernement ! Nous pouvons même gagner ! Ces milliards qui s'entassent dans les coffres du grand patronat, il faudra les prendre, pour les salaires, les retraites et les services publics.

Alors, dès mardi 13 octobre, soyons nombreuses et nombreux aux côtés de la jeunesse mobilisée ! Et samedi 17, tous et toutes, travailleurs et jeunes, dans la rue contre la vie chère !

Mardi 13 octobre dans la rue aux côtés des jeunes

Depuis près de 3 semaines, les lycéens et lycéennes tiennent tête au gouvernement. Malgré les calomnies, les manœuvres et la répression policière, ils ne lâchent pas l'affaire et continuent de manifester pour des locaux dignes de ce nom, pour avoir des profs remplacés ou pour pouvoir choisir leur orientation... Des exigences aussi basiques que légitimes, qui traduisent le malaise de la jeunesse dans cette société capitaliste, auquel le pouvoir répond par des gaz lacrymogènes et des interpellations musclées.

Après 2 journées de manifestations massives la semaine dernière, les lycéens reprennent la rue demain, accompagnés d'étudiants, d'enseignants et d'autres secteurs du public ou du privé, qui refusent de laisser les jeunes affronter seuls Macron et sa police. Et car les revendications des jeunes ne sont pas loin de celles du monde du travail : manque de moyens, manque de personnel, mise en concurrence, précarité...

Leur lutte contre le gouvernement est aussi la nôtre. Soyons dans la rue ce mardi, aux côtés des jeunes, à Paris à 14h, au départ d'Hôtel de Ville.

La prime de la Provost-cation

Au bout de 6 mois d'inflation portée par la hausse des cours du pétrole, la direction du groupe a fini par organiser vendredi dernier une « réunion de concertation sur le pouvoir d'achat et les coûts du carburant ». Si François Provost ne s'est pas pressé, c'est qu'il ne veut rien nous lâcher : les grands chefs ont commencé par se plaindre des difficultés de Renault (qui a versé 697 millions d'euros aux actionnaires en mai dernier !) et ont royalement proposé une prime « d'aide au carburant » entre 30€ et 50€ bruts par mois jusqu'à la fin de l'année.

Autant dire rien du tout. Une véritable provocation pour les milliers de salariés qui galèrent à remplir le frigo ou le réservoir. La direction prévoit une autre réunion le 16 octobre, pour détailler le dispositif. En plus des 50 balles, elle prévoit d'offrir un Mars ?

Le 17 octobre, on passe à l'offensive

Les appels à se mobiliser le 17 octobre prennent de l'ampleur. Les lycéens qui défient Macron depuis 3 semaines montrent qu'on n'est pas condamnés à reculer face au gouvernement et au patronat. Face à la pression qui monte, Lecornu a annoncé une petite baisse des prix à la pompe, de 12 à 18 centimes, pour quelques semaines en espérant que la colère retombe.

La journée de manifestation du 17 octobre ne sera pas décisive : pour arracher de vraies hausses des salaires en prenant sur les profits patronaux, il faut que la lutte s'étende dans les entreprises et que les salariés utilisent leur meilleure arme, la grève.

Le 17 octobre et après, faisons-nous entendre !

Espagne : mort de Maricarmen, victime de la spéculation immobilière

Maricarmen Abascal, cette retraitée de 87 ans dont l'expulsion locative avait choqué le pays, est décédée dans un hôpital de Madrid. Elle avait été expulsée de chez elle, sur une civière et escortée par la police, de l'appartement qu'elle occupait depuis 70 ans. Son loyer avait été triplé par le propriétaire, un fonds spéculatif. À l'annonce de son décès, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le Parlement. Face à l'intensification des mobilisations, le gouvernement de Pedro Sánchez avait promulgué la semaine dernière deux décrets comprenant des mesures pour tenter de contenir la crise du logement, des textes rejetés par les députés.

Ce qui a conduit Sánchez à annoncer des élections législatives anticipées. De leur côté, les principaux syndicats espagnols ont appelé à une grève générale pour le 11 novembre pour réclamer « *de meilleurs salaires* » mais aussi « *un logement digne pour tous et toutes* ».

Belgique : unité contre les lycéens en lutte

La ville de Liège est devenue l'épicentre du mouvement de colère des lycéens qui touche actuellement l'ensemble de la Wallonie, la partie francophone du pays. Les jeunes se font réprimer par la police et on compte de nombreuses arrestations. Sous prétexte d'assurer « *la sécurité de tous les usagers* » le maire socialiste a décidé d'interdire les rassemblements de plus de trois personnes pour une durée indéterminée.

Il a aussitôt reçu le soutien enthousiaste du ministre de l'Intérieur, issu de la droite. Un bel exemple d'union nationale... pour museler une jeunesse en colère.

Présidentielles 2027

SELMA LABIB

conductrice de bus



**Soutenue par
Gaël QUIRANTE**

